

Editorial

En 1996, la création du service civil propulsait enfin la Suisse hors de l'âge des casernes et des rapports annuels d'Amnesty International. Depuis lors, ce sont plus de 10'000 jeunes qui ont choisi, en accord avec leur conscience, cette forme de service à la communauté. Mais au-delà des chiffres, le succès éclatant du service civil se mesure à l'enthousiasme unanime qui lui a été manifesté jusqu'à aujourd'hui. Son cadre souple et ouvert, privilégiant la confiance et la diversité, garantissait la qualité d'une rencontre extraordinairement féconde: celle du jeune objecteur, porteur de sa motivation et de ses convictions, et des organisations de la société civile, qui lui offraient en échange l'espace pour l'expression libre de sa conscience et pour une expérience de vie intense.

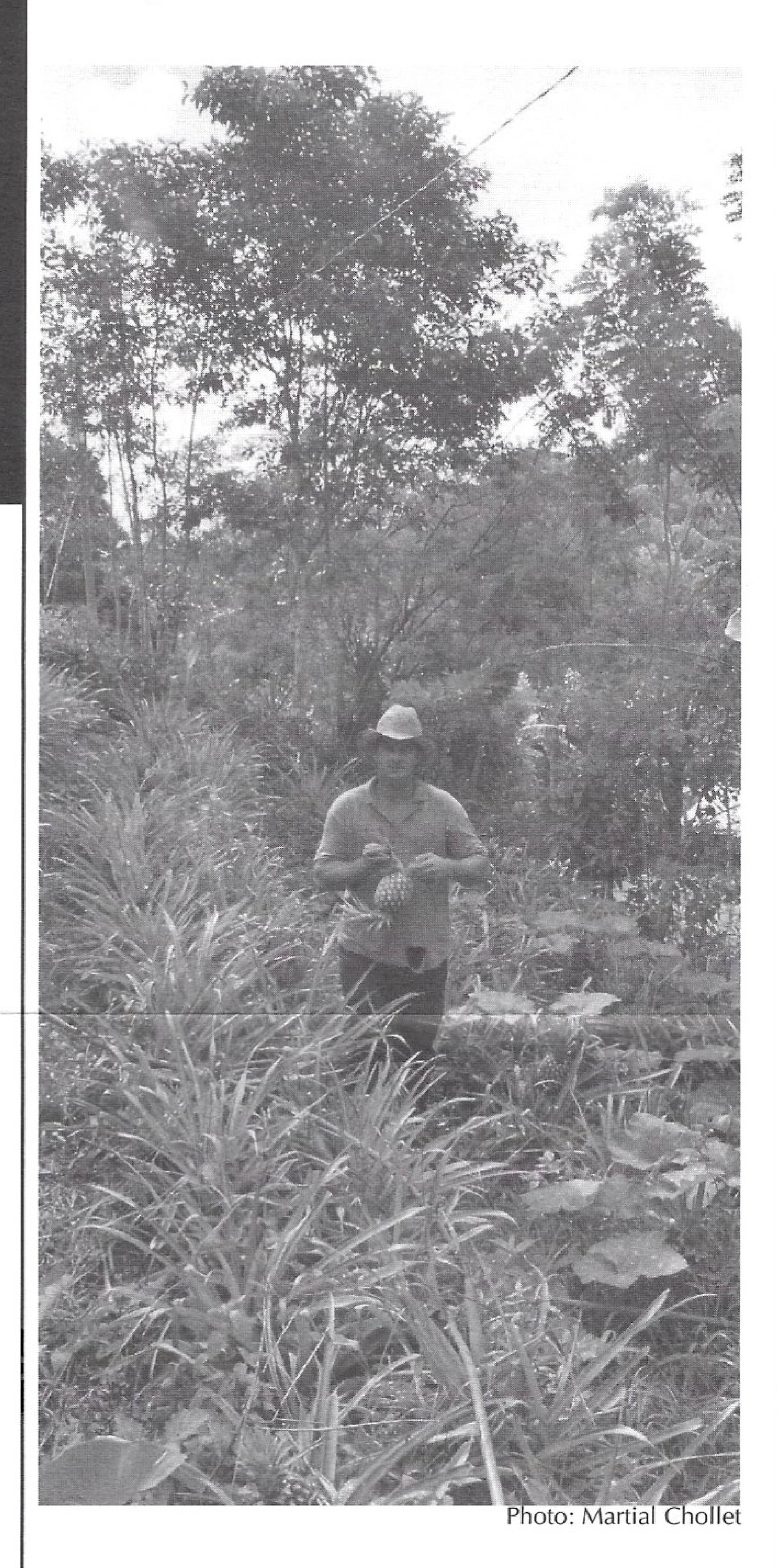
Probablement encore plus qu'ailleurs, l'engagement des civilistes comme volontaires au Sud a de profondes résonances: œuvrer à la paix en se donnant les moyens de jeter des ponts par-delà les continents et les injustices. Existe-t-il un plus noble service à la patrie que celui de partir à la rencontre de l'autre pour démasquer enfin le préjugé qui circonscrit nos rêves dans la peur de l'inconnu? Existe-t-il une meilleure politique de sécurité que celle de cheminer vers la compréhension mutuelle? C'est donc avec le modeste espoir de contribuer à la construction d'une paix à travers l'échange et le dialogue qu' Eirene a envoyé une dizaine de civilistes depuis plus de 3 ans auprès de ses partenaires tant en Haïti, qu'au Rwanda ou au Nicaragua. L'engagement d'Eirene pour l' «Initiative de Genève pour la paix dans les Grands Lacs» participe des mêmes convictions: viser la paix en fait se côtoyer et se rencontrer ceux qu'aujourd'hui tout sépare. Que ce soit les barrières ethniques ou la distance interculturelle.

Malheureusement, le vent nauséabond des réformes de notre temps a lui aussi soufflé sur le service civil. Contraint à une meilleure «rentabilité» et à produire une image mieux vendable auprès du grand public, ce système sans doute trop parfait a subi les assauts d'un arsenal législatif qui en dénature profondément l'esprit. Alors que la généralisation de programmes dits «prioritaires» permettra à l'administration de concentrer les affectations dans des domaines qu'elle aura elle-même identifiés, une taxe à la Confédération vient pénaliser l'utilisation des civilistes, comme s'il s'agissait d'un profit malhonnête et indu. Les caciques fédéraux expérimentent là un bien étrange phénomène de vases communicants financiers: le travail qui est taxé aujourd'hui est simultanément financé par un autre département qui, lui, l'a jugé pertinent! Jusqu'à quand pourrons-nous suivre un tel jeu de dupes? Les murs de l'incompréhension technocratique d'une bureaucratie obtuse se dressent à nouveau sur le chemin de ceux qui veulent mettre leur conscience en mouvement. C'est une brèche d'humanité qui se referme dans l'horizon verrouillé d'une Suisse que l'on ne connaît que trop souvent pusillanime et recroquevillée.

Jérôme Strobel

Sommaire

Un partenaire, la CEDECO (suite)


Photo: Martial Chollet

Les exploitations agricoles biologiques intégrales

Gaudenz travaille dans ces fermes avec l'agronome, Jaime Picado. Sa venue a permis à ce dernier de suivre un master en agro-écologie tout en travaillant à mi-temps. Une grande partie de son travail se fait sur le terrain, en étroite collaboration avec les secteurs de la formation et de la commercialisation de CEDECO.

Notre travail consiste à donner une impulsion au développement rural alternatif: nous soutenons une agriculture et un élevage respectueux de l'environnement et promoteur de relations sociales plus équitables.

L'exploitation agricole biologique intégrale, la FOIC, est la forme d'organisation et de production la plus simple avec laquelle nous travaillons. Nous prenons en compte la complexité qui se tisse autour d'elle: l'environnement social, économique, environnemental, etc. Nous ne souhaitons pas qu'elle soit perçue comme une île mais au contraire, elle doit s'intégrer dans le contexte communautaire ou régional. En outre, nous veillons à ce qu'elle soit rattachée de manière directe, ou indirecte, à un marché et à des mouvements organisés. Elle sert alors d'exemple et de stimuli.
Avec son fonctionnement autonome, cette forme d'exploitation permet l'unité et l'intégration familiale. Nous promouvons l'exploitation appropriée du sol. Les activités agricoles, d'élevage, forestières et autres interagissent optimisant l'exploitation des ressources disponibles. L'utilisation de produits synthétiques (agrochimiques) est totalement éliminée.

Au fil des années, la CEDECO a réussi à développer plusieurs fermes modèles qui servent de référence au sein de notre programme de formation dans le domaine de l'agriculture biologique et écologique. Le travail en FOIC a donc une incidence directe et indirecte au niveau national mais aussi au niveau centraméricain.

Il existe aussi un grand nombre de familles qui se lance dans l'agriculture biologique. Nous les appuyons dans ce processus de transition. Nous les formons, nous leur rendons régulièrement visite pour leur apporter conseil et les soutenir dans l'établissement de leurs projets spécifiques de production, de conditionnement et de commercialisation.

L'ouverture du marché des produits biologiques ainsi que d'autres points de vente pour ces produits a permis d'établir un débouché économique direct pour ces FOIC. Ces familles de producteurs ont vu une amélioration de leurs revenus et donc une amélioration importante de leur niveau de vie. D'un autre côté, le niveau de vie du secteur des consommateurs s'est lui aussi amélioré du fait qu'ils ont accès à des produits sains et de bonne qualité. De plus, le lien direct producteur-trice-consommateur-trice renforce les relations commerciales justes dans des conditions d'équité sociale.

Aujourd'hui, des FOIC approvisionnent des sites de vente au niveau local et des marchés de produits biologiques. Pour garantir un ravitaillement régulier, nous appuyons ces fermes dans la planification d'une production constante tout en améliorant le standard de qualité. Ce groupe de fermes est actuellement en cours de certification biologique.

Gaudenz Pfranger
Traduction Cécile Hétault

Présentation

La Formation à la CEDECO

Depuis 1999, la CEDECO organise des formations et des échanges au niveau national et centraméricain dans les domaines de l'agriculture biologique, de la gestion des marchés locaux de produits biologiques, de l'agro-industrialisation des produits biologiques, de la culture de café biologique et de la gestion d'entreprise paysanne. Ces manifestations s'adressent d'abord aux agriculteurs-trices, mais aussi aux techniciens des organisations de base, aux ONG ou aux institutions de développement rural.

Depuis l'année 2000, la formation a pris un caractère plus formel au niveau national et centraméricain avec la création du centre MANU à Guapiles, dans la zone atlantique nord du pays. Jusqu'à aujourd'hui, plus de 30 formations ont eu lieu. Quelques chiffres: plus de 600 personnes se sont formées dans ces ateliers et 43% des participants viennent de l'étranger (Nicaragua, Honduras, Guatemala, Panama, El Salvador, Brésil, Mexique, Pérou, Colombie, Vénézuella, Chili, USA et Europe). 30% des participants sont des femmes. Environ 30% sont des techniciens alors que 70% sont des producteurs-trices.



Photo: Martial Chollet

L'agenda du secteur formation à la CEDECO prévoit pour l'année 2004, les ateliers et les échanges suivants:

- Agriculture biologique et ferme intégrale
- Vers un nouveau monde rural: rencontre centraméricaine des producteurs biologiques
- Rencontre latinoaméricaine de développement équilibré homme-femme et d'agroécologie
- Traitement et commercialisation du café biologique
- Élevage alternatif des animaux dans une ferme intégrale

Ces 5 ateliers mentionnés auront lieu dans le centre de formation de la CEDECO au Costa Rica alors que nous avons développé, conjointement avec le DED (Service de coopération technico-social allemand) et la coopérative de café RAOS à Marcala, dans une des zones de production de café au Honduras l'atelier suivant:

- Exploitation écologique de la ferme intégrale avec l'accent sur le café.

La vente des "services de formation" est devenue une activité importante. Actuellement, d'autres organisations demandent à la CEDECO d'organiser des ateliers dans les domaines de la production de café biologique, de l'élevage alternatif et des expériences d'organisation de la transformation et de la commercialisation des produits biologiques.

Pour le CEDECO, la formation est vue comme partie d'un processus intégral de formation dans le cadre national et centraméricain. Les principes éducatifs s'appuient sur l'éducation populaire, cherchant une éducation qui permet aux personnes de lutter pour construire une société plus égalitaire et plus juste. Les ateliers de la CEDECO suivent 3 méthodologies clés:

- L'échange d'expériences
- La problématique des expériences
- L'analyse, l'élargissement et la synthèse (moments clés pour récupérer, valoriser, produire, s'approprier et dépasser les connaissances initiales)

Généralement, les techniciens de la CEDECO assument une partie du contenu comme intervenants, mais nous comptons aussi sur des intervenants extérieurs qui présentent des thèmes spécifiques comme par exemple la préparation et l'application de la médecine naturelle dans l'élevage alternatif ou encore les composants vivants du sol et les bases de l'équilibre nutritionnel des plantes.

Les visites constituent un autre élément clé de ces atelier. Normalement, les participants visitent des fermes intégrales des fermes en transition, ou des groupes de producteurs afin de connaître les expériences organisationnelles ou commerciales, les beneficios* ou les torréfacteurs (dans les ateliers de café).
Les ateliers comprennent des unités théoriques, souvent avec un support audiovisuel et de larges moments de pratique en groupes: préparation de compost, de biofertilisants, liquides minérales, de rations nutritionelles ou de médecines alternatives, de descriptions de processus de transition, catacion de café etc.
La plus grande partie du matériel didactique distribué a été élaboré par les personnes de la CEDECO.

Des volontaires de Unité sont venus au Costa Rica pour participer à certains ateliers. Les jours de partage des échanges, les cours sont plus vivants, plein de bonne énergie, donnant satisfaction. J'en ai fait l'expérience durant mon temps de volontariat à la CEDECO.

Katia Lepenies
Traduction: Cécile Hétault

*micro fabrique où le cafe subit une première transformation

Impressions

C'est positif !

Au terme d'un séjour de 6 semaines en Suisse, dans le cadre d'un échange sud-nord, Miriam Verges, sage-femme uruguayenne, nous livre ses impressions.

Miriam, c'est peut-être un peu prématuré, mais peux-tu faire un bilan de ton séjour ?

Tout d'abord, une telle possibilité d'échange était inespérée. Un séjour dans un pays du nord, qui plus est en Suisse, est impensable pour la quasi totalité de mes collègues et de mon entourage.

Des découvertes ?

Oui, bon tout d'abord divers fonctionnements et organisations de maisons de naissance, qui est un projet qui me tient particulièrement à cœur pour l'Uruguay. Et puis, le portage en écharpe, le chant prénatal et la rééducation du plancher pelvien.

Des déceptions?

Par rapport au partage des connaissances professionnelles avec d'autres sages-femmes, j'ai un peu de regret de n'avoir pas pu d'avantage faire connaître les pratiques et le contexte uruguayen. Je crois que comme hôtes, les sages-femmes suisses ont été très ouvertes à me faire connaître leur façon de travailler, mais j'attendais plus de curiosité par rapport à ma façon de travailler. Je dirais qu'elles ont eu plus d'intérêt pour enseigner que pour apprendre, le matériel que j'ai apporté par exemple a été sous utilisé.

Y aurait-il un préjugé selon lequel une personne du sud a plus à apprendre qu'à apporter?

Si c'est le cas c'est une erreur! (silence...)
J'ai rencontré beaucoup de générosité, d'envie de partage des savoirs utilisés ici. J'aurais aimé être plus sollicitée pour partager nos savoirs et nos méthodes de travail en Uruguay. L'Uruguay c'est petit, c'est loin, inconnu; convaincre que nous avons des méthodes de travail et des expériences qui valent la peine d'être connues est un défi.

Au-delà des différences de contexte, de moyens, de formations, y a-t-il des coïncidences entre sages-femmes uruguayennes et suissesses ?


Photo: Béatrice Faidutti-Lueber

Oui. J'ai retrouvé ici la même philosophie de la profession. Il y a une coïncidence sur notre rôle professionnel, sur ce que nous, les sages-femmes, devons être, la relation que nous devons construire avec la femme enceinte, le père, la famille. C'est réjouissant.
Au niveau méthodologique, il y a des coïncidences dans les interventions et l'utilisation de certaines méthodes de travail et aussi beaucoup de différences trop longues à énumérer, je pense... surtout dans la préparation à l'accouchement et le suivi de la grossesse.

Comment s'est passé le contact avec GVOM et des anciens volontaires?

Les anciens volontaires se souviennent des carences de la vie quotidienne des pays dans lesquels ils ont vécu. Ils connaissent les manques au niveau des ressources professionnelles, les difficultés d'accès à du matériel de base. En cela, nous avons une connaissance commune, c'est positif.

Souhaites-tu ajouter quelque chose?

Pour moi, si les partenaires de l'échange ont pu connaître les différences entre la Suisse et l'Uruguay, l'échange est déjà réussi.
Plus personnellement, depuis que je suis diplômée, c'est la première fois que je n'ai vu qu'un accouchement en 6 semaines. J'espère que je n'ai pas tout oublié! (rires)

Nicole Champion Vicente

Départ

Susanne

Susanne rejoint l'équipe de Los Pipitos, à Esteli (au Nicaragua) pour une période de 3 années. Cette organisation nicaraguayenne a été créée en 1987 par des parents ayant des enfants avec troubles psychiques et/ou moteurs. Elle prend en charge ces enfants et leur permet de suivre diverses activités (réhabilitation éducative, autonomie, formation et insertion professionnelle). Un autre volet important de Los Pipitos est le travail de sensibilisation de la population à la problématique du handicap.

Haïti souffre

Francesco est enseignant et il s'est occupé depuis août 2003 de la formation continue de maîtres d'école du niveau primaire. Il nous fait une brève analyse de la situation vue depuis Désarmes (Artibonite) en mars 2004 après les instabilités de février dernier. Avec l'arrivée des troupes de l'ONU, la situation s'est par la suite un peu stabilisée, les prix également.

Après les troubles de mars, la situation en Haïti continue à être instable, même si la presse internationale ne relate plus rien de cela. Jamais au cours des 50 dernières années, le pays n'a été à ce point désorganisé. Le plus grand problème est toujours le manque de sécurité. Les troupes internationales patrouillent occasionnellement dans la région, mais ces contrôles sporadiques sont absolument insuffisants. Il n'y a pas eu de désarmement. Cela veut dire que les voleurs et criminels continuent à sévir dans les rues. La police n'est pas encore bien organisée ; elle n'est ni formée ni équipée. Cette situation va durer encore quelques mois. Ainsi, règne la justice autoproclamée et le « peuple » se venge. J'ai appris qu'ici et là des actions de vendetta avaient eu lieu, particulièrement dans les montagnes. Toutefois, Désarmes même est plus calme. Les gens sortent jusqu'à 21 heures alors qu'auparavant à partir de 19 heures les rues étaient vides. Le soir, on n'entend plus de coups de feu.

De nombreux emplois dans les services administratifs et des postes de direction ont été repourvus. Les maires ad-interim ont été nommés provisoirement jusqu'aux éventuelles prochaines élections.

Le manque de sécurité freine l'économie. De nombreux marchands se plaignent que leurs biens sont menacés par des voleurs. Le prix du riz a doublé depuis septembre dernier. Il n'y a absolument plus de contrôle des prix, chacun exige le prix qu'il veut fixer. Ainsi cela a d'autant plus de répercussions par exemple pour un sac de riz qui est transporté de Port-au-Prince à Désarmes et qui change 3 ou 4 fois de propriétaire ! Il y a aussi des petits marchands (dont de nombreux analphabètes) qui ne remarquent même pas que leurs dépenses sont plus élevées que leurs recettes.

Des problèmes permanents tels que le manque d'eau potable, le nombre élevé d'analphabètes, l'insuffisance des soins médicaux, la pauvreté de 80% de la population rendent la situation encore plus difficile.

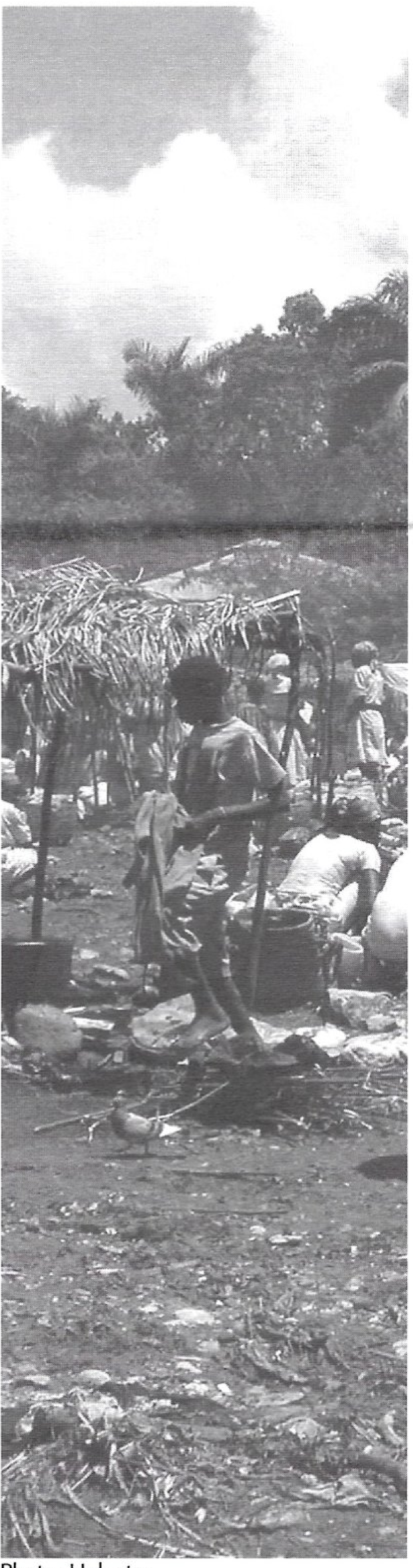


Photo: Helvetas

Chaque jour il y a deux ou trois choses à faire en même temps. Et oui, il faut improviser. Je m'y suis habitué petit à petit et j'ai adopté le principe en vigueur ici : d'une manière ou d'une autre la vie va continuer. Je n'aimerais pas dire que les habitants de Désarmes ne sont pas fiables. Au contraire, ils se donnent énormément de peine pour respecter leurs engagements. Mais il y a de nombreux impondérables. Ainsi il y a une semaine : j'ai arrêté un taptap (moyen de transport local) pour aller de Verrettes à Désarmes. Tous les passagers étaient sur les côtés du pont arrière du véhicule. Au milieu il y avait une forme allongée, enveloppée dans des tissus. Le taptap a roulé à fond. A mi-parcours, le tissu s'est un peu déplacé et des petits pieds boursouflés sont apparus... les 5 dernières minutes de trajet jusqu'à Désarmes ne semblaient pas vouloir prendre fin.

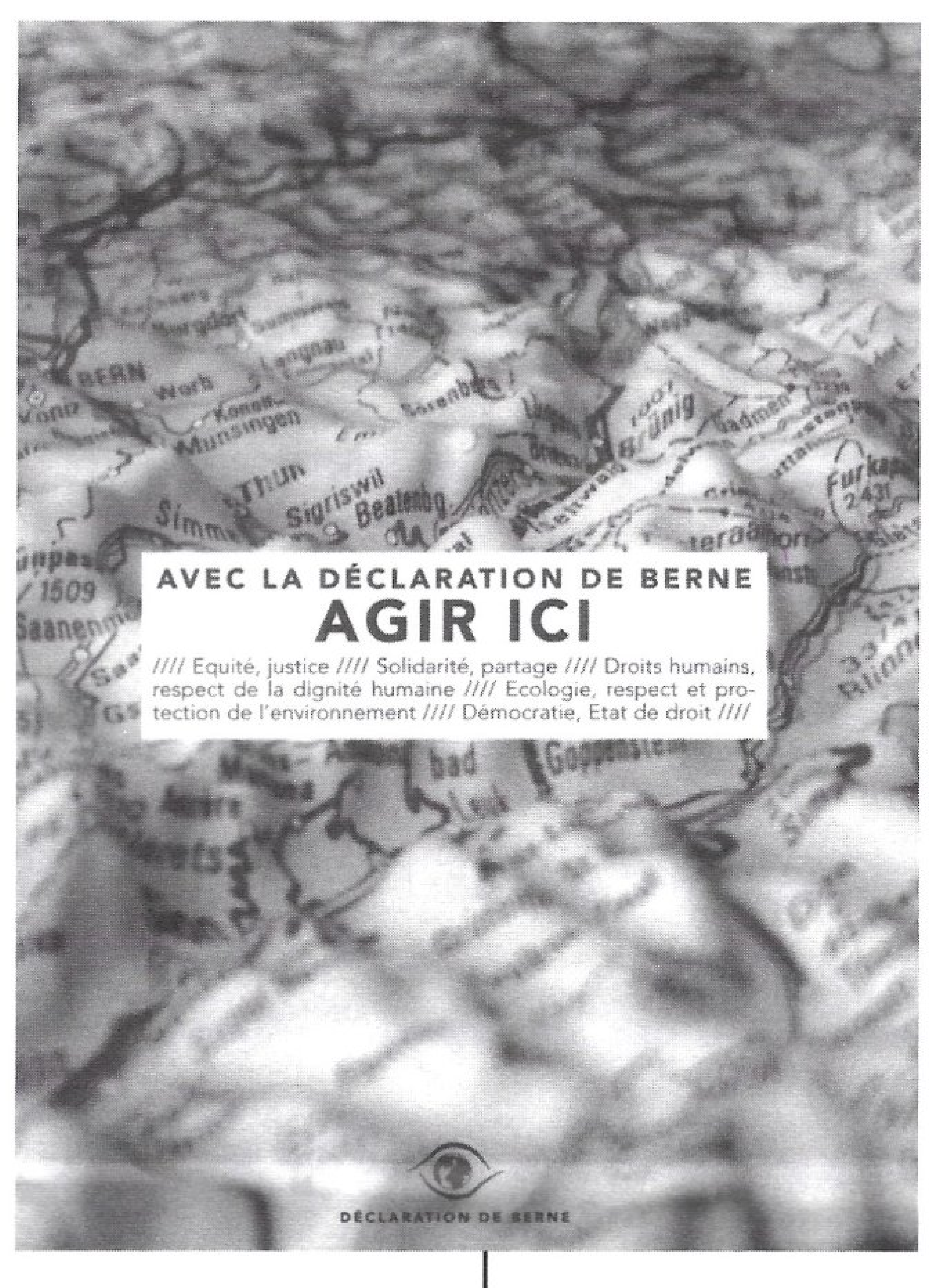
Actuellement de nombreux Haïtiens ne savent vraiment plus comment la vie va continuer. Tout semble flotter dans l'air. Plus le temps avance et plus je réalise à quel point la situation est grave. C'est vraiment difficile de ressentir ce que cela veut dire d'avoir faim et de ne rien avoir à manger (« maman n'a rien fait à manger ce matin »). Que signifie devoir partager une maison de 2 pièces avec 12 membres de la famille? Et après l'orage : «l'inondation a détruit notre maison» Même si le gouvernement ad-interim prend au sérieux sa tâche, cela va durer encore quelques années pour que les conditions de vie s'améliorent vraiment ici en rase campagne. J'admire les Haïtiens pour leur espoir, leur courage et la force qu'ils montrent à chaque lever du soleil.

Francesco, 10 mars 2004, Désarmes

Solidaires ensembles

Agir ici pour un monde plus juste: la Déclaration de Berne

Le Conseil fédéral affirme lutter contre le VIH/sida dans les pays en développement. Mais il négocie à l'OMC une protection maximale des brevets pour l'industrie pharmaceutique. Il rend ainsi plus difficile l'accès aux médicaments anti-sida dans ces pays !



Une entreprise suisse (Syngenta) vend un herbicide auprès des petits paysans du Tiers-Monde. Pourtant ce produit n'est plus autorisé en Suisse en raison de sa toxicité !

Deux exemples parmi d'autres de problèmes soulevés par la Déclaration de Berne (DB). Depuis 35 ans, cette association de 5000 membres en Suisse romande s'attaque aux décisions du Conseil fédéral et des entreprises suisses qui portent préjudices aux populations défavorisées des pays du Sud. Sa conviction: s'engager pour le développement des pays pauvres passe par une action politique ici en Suisse. "Agir ici pour un monde plus juste" est son slogan.

C'est un travail de longue haleine. La Suisse est, par exemple, devenue une plaque tournante du trafic d'objets culturels volés au Sud. Il a fallu plus de 10 ans de pression pour que le parlement suisse adopte enfin une législation en la matière en automne 2003.

En janvier 2004, la DB vient de lancer une nouvelle campagne: "Evasion fiscale: briser le silence". La Suisse doit cesser de faciliter l'évasion fiscale vers ses banques. Cette tolérance coûte cher aux pays en développement. On estime que les montants soustraits aux impôts des pays pauvres représentent 5 fois l'aide publique suisse au développement. Autant de ressources en moins pour la santé, l'éducation et les infrastructures de ces pays.

La DB mène un incessant travail de pression publique auprès des décideurs politiques et économiques suisses sur d'autres thèmes également: accès aux médicaments dans les pays pauvres, libre-accès aux semences pour les paysans du Sud, respects des droits humains par les multinationales, OMC, etc.

La DB offre à chacune et chacun la possibilité de participer à ses actions (pétitions, campagnes de carte postale, etc.) Sa revue "Solidaire" informe régulièrement sur des problématiques aux conséquences concrètes pour des millions de personnes dans le Sud. Son indépendance est garantie par les dons et cotisations de ses membres. Venez nous rejoindre pour rendre possible un autre monde et une autre Suisse.

Julien Reinhard, Déclaration de Berne

Pour en savoir plus sur la Déclaration de Berne, son action et ses campagnes:
Déclaration de Berne CP 212, 1000 Lausanne 9, tél. 021 620 03 03, courriel: info@ladb.ch
www.ladb.ch

Recherche

Nos partenaires en Amérique Centrale recherchent des professionnels avec une certaine expérience dans les branches suivantes :
- Journalisme, technologies de la communication.
- Pédagogie et accompagnement d'enfants handicapés.
- Sciences sociales, droits sociaux, appui à des organisations de base.

Pour tout renseignement, vous pouvez contacter Martial Chollet au 032 731 28 06.

Eirene cherche un/e volontaire dans le domaine de l' informatique pour un appui à une école secondaire rwandaise à partir de début 2005 (description du poste sous www.eirenesuisse.ch).



Le saviez-vous...

...la Suisse n'est pas le jardin d'Eden

Les personnes qui ont suivi les formations reviennent fréquemment à la Bourse A Travail. C'est un peu chez elles. C'est un lieu où elles peuvent se confier si elles le veulent, demander des informations, des conseils, des orientations, etc.

Eden, une jeune fille érythréenne de 25 ans, vient de recevoir une lettre du Service de la Population qui lui annonce que sa demande d'asile a fait l'objet d'une décision fédérale définitive et exécutoire de non-entrée en matière pour le 15 juin. C'est à dire que depuis le 15 juin, Eden est sans papier, sans toit, sans nourriture et sans droit!
Le gouvernement suisse ne se préoccupe pas beaucoup de connaître la vie des requérants d'asile. Eden ne peut pas retourner dans son pays: très jeune, elle a été enrôlée dans l'armée et après avoir accouché d'une petite fille, elle ne voulait plus retourner à la guerre. Malheureusement, les militaires l'ont obligée à réintégrer l'armée et durant son service, elle a déserté. Arrivée en Suisse, elle pensait être enfin tranquille. Elle voulait faire venir sa petite fille et sa maman et construire une nouvelle vie...sans peur. Mais la Suisse n'est pas le jardin d'Eden! Elle se retrouve à errer dans les rues sans possibilité de retour dans son pays, car elle se ferait emprisonnée pour désertion ou pire encore...

Que dire de Gabriel, qui après avoir suivi la formation à la recherche d'emploi offerte par BAT, a trouvé un travail stable à temps complet. Il vient de recevoir une non-entrée en matière et doit quitter le pays. Lui non plus ne peut pas repartir. Où va-t-il aller?

Et cet appel d'une dame travaillant dans une organisation d'entraide à la jeunesse. Elle a aidé un jeune à trouver une place d'apprentissage. Lui aussi vient de recevoir une non-entrée en matière...et tant d'autres!

Quelques mots sur les non-entrées en matière (NEM). Le 1er avril, les mesures d'allègement budgétaire adoptées par le Parlement dans le domaine de l'asile sont entrées en vigueur. Les requérant-e-s dont la demande est frappée d'une NEM seront exclu-e-s du système d'assistance sociale, soit purement et simplement jeté-e-s à la rue sans structure d'accueil ni aide sociale et traité-e-s comme des personnes en séjour illégal. Le délai de recours contre les décisions de NEM sera réduit de 30 à 5 jours et les possibilités de mise en détention en vue d'un refoulement seront élargies. Les personnes qui coopèrent à leur retour ont droit à une aide en nature : lit, déjeuner et souper durant quelques jours. Pour cela, ils doivent se présenter chaque jour au Service de la population. Mais seulement à peu près le tiers des NEM se sont présentés pour un retour. Où errent les autres ? Et pourtant, l'article 12 de la constitution postule que toute personne en détresse a droit à une aide de première nécessité.

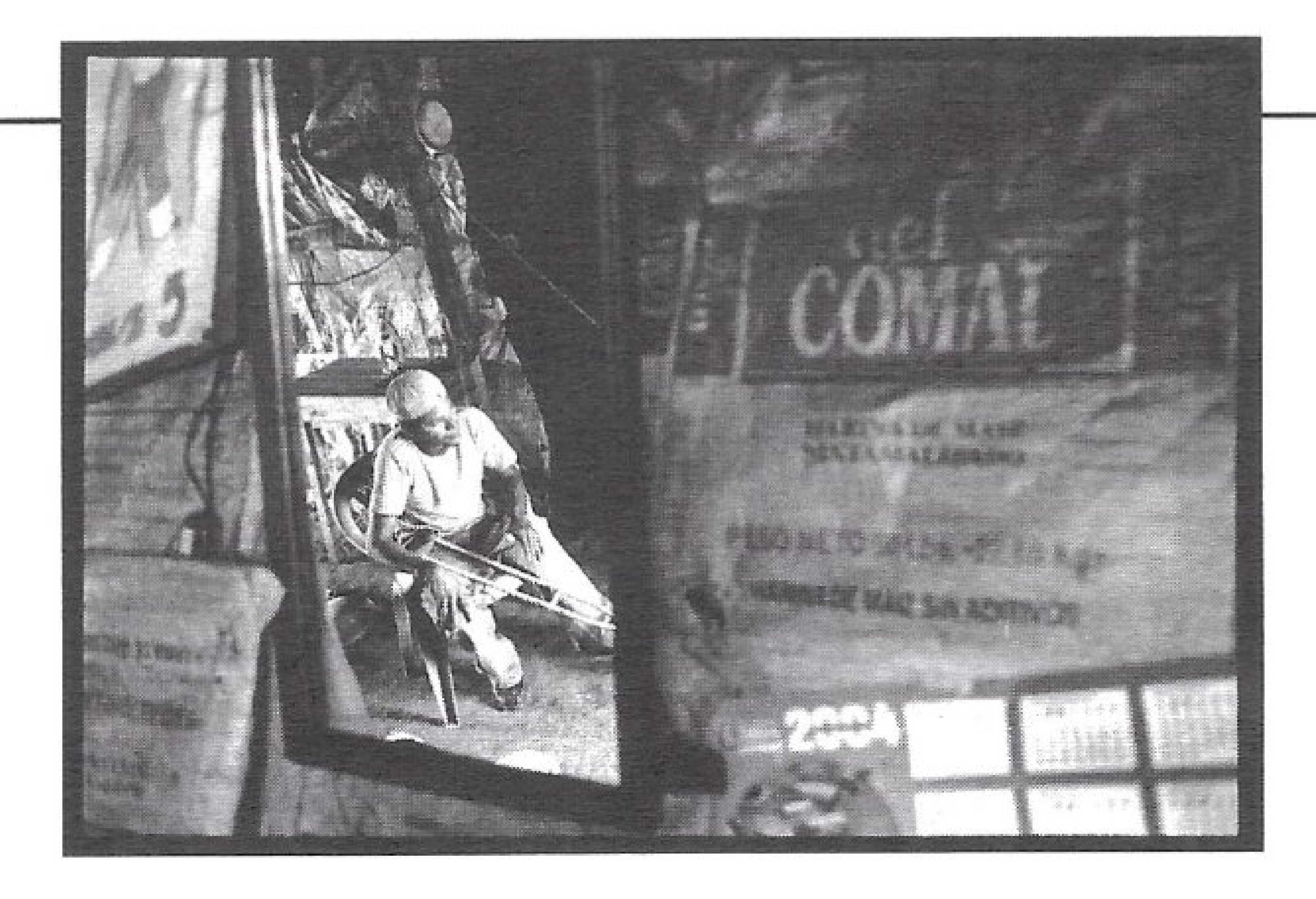
Pourquoi des étrangers viennent-ils se réfugier dans les pays riches ? Ne serait-ce que le retour du boomerang que nous avons lancé ? Va-t-on continuer à s'emparer de leur richesse : l'eau, les minéraux, le bois, les matières premières qui servent à produire nos ordinateurs ou nos voitures, le pétrole, etc? Quand payera-t-on un prix équitable pour toutes ces richesses ? C'est beaucoup plus facile de décider des prix puis de fermer nos frontières. Pourquoi vend-on aux pays pauvres des produits de base alors que beaucoup d'entre eux pourraient les cultiver ? Pourquoi exige-t-on d'eux de produire seulement des produits de luxe comme la banane, l'ananas, le café, l'huile de palme, etc ? Où est l'équité du marché ? Veut-on rendre les pays pauvres dépendants ? Des chefs d'Etat deviennent dictateurs ou voleurs pour dérober leur propre pays souvent en collaboration avec nos gouvernements ou multinationales.

Ne sommes-nous pas aussi responsables de cette pauvreté dans le monde? Doit-on continuer à fermer les yeux sur ce que notre gouvernement de droite impose aux étrangers sans les comprendre? Est-il ignorant ou est-il mesquin? Où se trouve la dignité humaine et l'amour des uns et des autres dans leurs discours? Après les étrangers, qui suivra? Les retraités, les invalides, les malades, les personnes qui n'acceptent pas ce système, les chômeurs, les artistes?

C'est peut-être le moment de sauter du train de la mondialisation dans lequel nous sommes embarqués. C'est le moment de réfléchir et d'agir. C'est le moment de se respecter et de s'identifier en tant qu'être humain et non comme marionnette. C'est le moment de faire notre propre révolution intérieure, constructive, positive, non violente et confiante. Beaucoup de choses sont à changer, nous pourrions les faire ensemble...

Autour des NEM, un carrefour des associations, dont BAT, s'est réuni et déjà plusieurs actions ont été effectuées : rédaction et distribution de tracts durant la journée des réfugiés devant le Grand Conseil, convocation à la presse, information sur les associations de survie, etc. et d'autres actions sont à venir.

Pascale Kohli



Nicaragua 2005

Un calendrier familial pour inscrire les activités quotidiennes
Ein Familienkalender um die täglichen Aufgaben aufzuschreiben

Photographies: Serge Boulaz

Commande / *Bestellung*

Nom : .... Prénom : ....

Adresse : ....

....

Je commande ...... Calendrier 2005 Nicaragua
Prix de Fr. 25.- (Fr. 23.- à partir de 3 calendriers, frais d'envoi compris)

Ich bestelle ..... Kalender 2005 Nicaragua
Preis von Fr. 25.- (Fr. 23.- ab 3 Kalender, Versandkosten inbegriffen)

A renvoyer à: **EIRENE Comité suisse, ch. du Franoz 11, 1038 Bercher**
Fax 021 887 88 12, e-mail: eirenesuisse@vtx.ch



Changement d'adresse
Cécile Hétault
Ch. de la Prairie 9
1720 Corminbœuf

JAB 2300 La Chaux-de-Fonds

Béatrice FAIDUTTI LUEBER
Chemin du Daru 25
1228 Plan-les-Ouates



ja
Oui
Erwerbsersatz bei Mutterschaft
au congé maternité fédéral
26 sept. 2004

N'oubliez pas de payer votre cotisation, merci !

Adresses

GVOM: C. Cécile Hétault, Ch. de la Prairie 9, 1720 Corminbœuf
EIRENE Suisse: N. et F. Godi-Glatz Consulting, Ch. du Franoz 11, 1038 Bercher, Tél. 021 887 88 12
Web: www.gvom.ch - www.eirenesuisse.ch
Abonnements: 4 parutions par an: Frs 16.- Abonnement de soutien au journal: Frs 25.-
Cotisation annuelle EIRENE Suisse: Frs 50.-
Rédactrices: B. Faidutti Lueber, N. Godi-Glatz, Cécile Hétault
Ont participé à ce numéro:
Textes: Jérôme Strobel, Gaudenz Pfanger, C. Hétault, Katia Lepenies, Nicole Champion Vicente, Francesco, Julien Reinhard, Pascale Kohli
Photos: ?????
Imprimerie: Rapidoffset, Le Locle
Maquette: A. Monard, La Chaux-de-Fonds
Journal adressé aux membres GVOM et EIRENE ainsi que sur abonnement
Comptes de chèque: GVOM, CCP Lausanne 10-20968-7 EIRENE Suisse, CCP La Chaux-de-Fonds 23-5046-2